
Deuxième session, trentième Législature

Second Session, Thirtieth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n° 86

Bill No. 86

Loi modifiant la Loi des renseignements
sur les compagnies

An Act to amend the Companies
Information Act

Première lecture

First reading

Mr TETLEY

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1974



Projet de loi n° 86

Loi modifiant la Loi des renseignements
sur les compagnies

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit :

1. L'article 5f de la Loi des renseignements sur les compagnies (Statuts refondus, 1964, chapitre 273), édicté par l'article 5 du chapitre 76 des lois de 1971, est modifié par l'addition, au paragraphe *a*, de l'alinéa suivant :

« Le délai est de deux ans dans le cas d'une compagnie qui, pour exercer son activité principale, doit être munie d'un permis ou d'une autre autorisation émanant du gouvernement du Québec ou de l'un de ses mandataires ou organismes. »

2. Malgré le délai prévu par l'article 1 de la présente loi, la révocation de la dissolution d'une compagnie visée dans ledit article peut être demandée jusqu'au 30 juin 1975, conformément à l'article 5f de la Loi des renseignements sur les compagnies.

3. Une compagnie dont la dissolution est révoquée en vertu de la présente loi est réputée n'avoir jamais été dissoute, sous réserve des droits acquis par les tiers.

Les permis ou autres autorisations l'habilitant à exercer son activité principale sont réputés avoir toujours été en vigueur, sauf s'ils sont devenus caducs pour une cause autre que la dissolution.

Bill No. 86

An Act to amend the Companies
Information Act

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 5f of the Companies Information Act (Revised Statutes, 1964, chapter 273), enacted by section 5 of chapter 76 of the statutes of 1971, is amended by adding to paragraph *a* the following paragraph:

"The delay shall be of two years in the case of a company which, to carry on its principal activity, must hold a permit or other authorization emanating from the government of Québec or from a mandatar or agent of that government."

2. Despite the delay provided for by section 1 of this act, the revocation of the dissolution of a company contemplated in the said section may be requested until 30 June 1975, in accordance with section 5f of the Companies Information Act.

3. A company whose dissolution is revoked under this act is deemed never to have been dissolved, subject to the rights acquired by third persons.

The permits or other authorizations empowering it to carry on its principal activity are deemed to have remained in force without interruption, unless they lapsed for a cause other than the dissolution.

NOTES EXPLICATIVES

Les compagnies dissoutes faute d'avoir produit leur rapport annuel auront désormais deux ans pour faire révoquer leur dissolution, si leur activité principale est reliée à la possession d'un permis ou autre autorisation gouvernementale.

Une telle compagnie, dissoute depuis le 7 juillet 1971, date de l'entrée en vigueur du chapitre 76 des lois de 1971, peut obtenir cette révocation en agissant avant le 1^{er} juillet 1975. Les permis ou autorisations de cette compagnie alors seront réputés être demeurés en vigueur, sauf caducité pour d'autres causes.

EXPLAANTORY NOTES

Companies dissolved for failure to have filed their annual report will henceforth have two years to have their dissolution revoked, if their principal activity is dependent on the holding of a permit or other government authorization.

Any such company dissolved since 7 July 1971, the date of the coming into force of chapter 76 of the statutes of 1971, may obtain such revocation by acting before 1st July 1975. The permits or authorizations of such company will then be deemed to have remained in force, unless they lapsed for other causes.

4. La présente loi a effet depuis le 7 juillet 1971.

4. This act shall have effect from 7 July 1971.

5. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

5. This act shall come into force on the day of its sanction.